

USMA INFOS

CHSCT spécial des TA CAA du 23 mars 2012

Chers collègues,

Nous vous rendons compte ici de la séance plénière du comité d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail des TA CAA qui s'est tenue le 23 mars dernier.

Nous vous rappelons par ailleurs que vous pouvez retrouver les informations et documents concernant le CHSCT sur l'intranet de la juridiction administrative sous le lien :

<https://intranet.conseil-etat.fr/node.php?pageid=195>

I. Transformation du CHS en CHSCT	2
II. Bilan d'activité du CHS pour l'année 2011 et programme de prévention des risques pour 2012	2
III. Questions relatives aux risques psychosociaux dans les juridictions administratives.....	3
IV. Suivi des mesures relatives à l'hygiène et à la sécurité.....	4
V. Suivi des visites de la délégation du CHS à Douai et Pau.....	4
VI. Accidents du travail.....	5
VII. Médecine de prévention	5
VIII. Suites données au rapport sur la sécurité des accueils et des audiences dans les juridictions administratives	5
IX. Bilan et perspectives des interventions de la direction des affaires immobilières	6

I. Transformation du CHS en CHSCT

Le [décret n° 2011-774 du 28 juin 2011](#) a étendu les missions et modifié le fonctionnement de notre CHS en le transformant en CHSCT.

Il modifie notamment la représentation de l'administration et donne plus de place aux organisations syndicales.

Il est prévu d'adopter un nouveau règlement intérieur lors de la prochaine séance plénière du CHSCT le 22 juin 2012. Il s'agira notamment de choisir l'organisation du secrétariat de séance, laquelle devrait nous donner davantage de liberté dans l'organisation de l'ordre du jour et de possibilité de concertation entre syndicats.

II. Bilan d'activité du CHS pour l'année 2011 et programme de prévention des risques pour 2012

Les grandes lignes de l'action du CHS en 2011 ont été rappelées. Il s'agit notamment de :

➤ Visites de délégation

En 2011, ont été visités :

4 tribunaux administratifs : les TA de Besançon, Clermont-Ferrand, Nantes, Pau.

2 Cours administrative d'appel : la CAA de Paris, la CAA de Douai.

Au total, 32 juridictions ont fait l'objet de 2 visites.

➤ Le groupe de travail relatif aux « risques psychosociaux et au travail isolé » a poursuivi ses travaux

Il a été ajoutée une fiche au protocole relatif aux risques psychosociaux et les organisations syndicales ont été auditionnées sur la problématique des travailleurs isolés.

Contrairement à ce qui avait été annoncé à l'USMA lors de la dernière réunion du groupe de travail sur le travail isolé, il n'y a pas de scission du groupe de travail et donc pas de séparation organique du travail sur ces deux thèmes. **A la demande de l'USMA, inquiète de toute atteinte qui pourrait être apportée à notre liberté d'organisation (travailler tard le soir ou le weekend), il a été noté que la problématique de travailleurs isolée devait être traitée séparément de celle des risques psychosociaux, les deux n'étant pas nécessairement liés.**

➤ Un audit relatif à l'accessibilité des locaux aux personnes handicapées a été effectué auprès de toutes les juridictions administratives

Un plan d'investissement sur 3 ans a été élaboré pour satisfaire aux exigences de la loi en la matière.

➤ Une nouvelle trame du document unique d'évaluation des risques professionnels a été diffusée dans les juridictions

- Remise du rapport du groupe de travail sur la sécurité des accueils et des audiences dans les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel

Ce rapport est consultable sur [cette page](#) de l'intranet des juridictions.

- Animation du réseau des assistants de prévention

Les assistants de préventions (anciens « A.C.M.O. ») ont bénéficié de réunions avec l'inspectrice d'hygiène et sécurité de la JA et d'une formation. Par ailleurs, une rencontre a été organisée qui a permis de regrouper tous les assistants de prévention sur 2 jours en octobre 2011.

Le travail effectué sur ces différents thèmes sera poursuivi au cours de l'année 2012.

III. Questions relatives aux risques psychosociaux dans les juridictions administratives

Le CE a exposé les suites qu'il compte donner au protocole sur les risques psychosociaux, en utilisant comme référence ce qui se fait au ministère de l'intérieur et dans les préfectures, notamment quant à la constitution d'une cellule de veille, tout en affirmant qu'il est seul compétent (en particulier s'agissant des agents de greffe).

Les travaux et avis du Conseil supérieur sur la fonction public étaient attendus pour avancer plus activement le travail sur le protocole des juridictions. Les 6 facteurs de risques identifiés par la DGAFP devraient faire l'objet d'un travail qui sera proposé à la prochaine séance du CHSCT.

Sur la mise en œuvre du protocole sur les risques psychosociaux, **l'USMA** a salué l'ajout de modules de formations spécifiques dans le catalogue du CFJA tout en **faisant remarquer la faible participation des présidents de chambre à ces formations.**

Par ailleurs, l'USMA a fait valoir que le protocole était insuffisant à poser le cadre de la prévention des risques psychosociaux dans les juridictions. En particulier, aucune analyse des causes de ces risques ni aucun diagnostic de l'état de la situation actuelle n'ont été effectués.

Par ailleurs, **l'USMA a fait remarquer** que si les travaux du ministère de l'intérieur étaient intéressants, **il ne pouvait être fait l'économie au sein de la juridiction d'une réflexion sur les facteurs de risques et sur les indicateurs propres à l'activité professionnelle en juridiction.**

Nous avons souligné **l'importance que cette réflexion se fasse dans la concertation avec les organisations syndicales afin que les constats sur lesquelles elle aboutirait soient partagés.**

L'USMA a également souligné l'insuffisance des indicateurs purement administratifs utilisés habituellement (comme par exemple le taux d'absentéisme) et des questionnaires qui n'analyseraient qu'une dimension psychologique et individuelle des risques psychosociaux, en omettant les aspects organisationnels et collectifs de travail.

Après avoir essuyé un nouveau refus de voir confier une étude sur les conditions de travail et la souffrance au travail dans les juridictions administratives à un cabinet d'audit pour des raisons de cout, **l'USMA a demandé qu'une telle étude soit menée par un institut de recherche spécialisé en sociologie du travail.**

Cette proposition a le mérite d'être **peu couteuse** et de **confier à une entité indépendante et qualifiée** l'analyse de l'impact des organisations et conditions de travail sur la santé des personnes travaillant dans les juridictions.

Malgré le manque de soutien de l'autre organisation syndicale de magistrats estimant notre proposition « compliquée », le CE s'est engagé à l'étudier avec l'USMA pour pouvoir présenter un projet d'étude au CHSCT de juin prochain. Il nous faudra toutefois veiller à ce que l'étude ne soit pas exclusivement focalisée sur l'impact de la dématérialisation des procédures comme cela a pu ressortir des débats mais à ce qu'elle porte bien sur tous les aspects de l'organisation du travail.

Nous évoquerons à nouveau le sujet au prochain CSTA.

IV. Suivi des mesures relatives à l'hygiène et à la sécurité

Les inscriptions figurant sur les registres d'hygiène et sécurité ont été présentées au CHS.

L'USMA s'est interrogé sur la faible participation des magistrats à ces registres, les observations inscrites sur les registres d'hygiène et sécurité étant en très grande majorité faites par les agents de greffe. **L'USMA a insisté sur la nécessité de développer l'information donnée aux magistrats sur l'existence, le rôle de ces registres et leur importance en matière de traçabilité ainsi que sur la manière de les sensibiliser au fait que l'hygiène et la sécurité est l'affaire de tous.**

Il a également été demandé qu'une copie des rapports annuels des assistants de prévention soit adressée au CHSCT pour information.

Nous avons également abordé le sujet des conséquences de la dématérialisation sur les conditions de travail.

Le CE s'est engagé à diffuser un **auto-questionnaire** au personnel participant à l'expérimentation de dématérialisation dans les juridictions **et les résultats de cette enquête seront communiqués à la médecine de prévention.**

V. Suivi des visites de la délégation du CHS à Douai et Pau

Les relevés des conclusions des visites ont été présentés.

A cette occasion, il a été discuté de l'opportunité de programmer des visites du CHSCT avant la réalisation de travaux dans les juridictions et à tout le moins d'introduire des mécanismes permettant que les préoccupations liées à la sécurité, la sûreté et à l'accessibilité des locaux soient bien prises en compte dans la programmation des travaux.

Par ailleurs, sur l'organisation matérielle des visites, l'USMA a demandé à ce que la délégation du CHS visite les bureaux où travaillent les agents et les magistrats aux heures où ils sont le plus susceptibles d'être présents, les locaux techniques pouvant être visités aux « heures creuses ».

Enfin, l'USMA a saisi l'occasion pour faire remarquer que lors de la visite du TA de Pau, il n'existait pas de tableau d'affichage syndical tel que l'exige le [décret n°82-447 du 28 mai 1982](#) (article 8).

VI. Accidents du travail

14 accidents de service et de trajet ont été relevés pour la période du 1^{er} octobre 2011 au 31 janvier 2012.

Ils n'appellent pas de commentaires particuliers.

VII. Médecine de prévention

Docteur Brami, médecin de prévention, a présenté une **fiche sur la prévention et la prise en charge des accidents de la main**.

Par ailleurs, ont été présentés une **fiche d'analyse de l'accident de service** et un **questionnaire sur les accidents de trajet** à renseigner en cas d'accident.

Ces travaux vont être très rapidement disponibles sur l'intranet sur la page dédiée à la [médecine de prévention](#).

VIII. Suites données au rapport sur la sécurité des accueils et des audiences dans les juridictions administratives

Le rapport a été transmis aux chefs de juridiction et mis en ligne sur [l'intranet de la juridiction administrative](#) le 7 février 2012.

Ce rapport fournit une analyse des risques auxquels sont confrontés les TA et les CAA, et recense un certain nombre de démarches et solutions envisageables.

Pour faire suite à l'invitation du rapport de doter les juridictions **d'outils de prévention et de gestion de crise** (fiches internes et conventions avec des partenaires extérieurs), la direction de l'accueil et de la sécurité (DAS) se chargera d'élaborer et de mettre à la disposition des juridictions des documents type pour chacun de ces outils. L'ensemble de ces éléments sera accessible sur l'intranet d'ici la fin de l'année 2012.

Par ailleurs, conformément aux recommandations du rapport sur la réalisation de **diagnostics et d'analyses de sécurité**, la DAS a visité de nombreuses juridictions pour y établir une analyse de

sûreté, apporter aux juridictions visitées les préconisations utiles et mieux cerner les besoins prioritaires dans le cadre des choix à faire au niveau national.

Sur le plan de la formation, le CFJA prévoit de compléter les formations existantes par l'intégration d'un volet « sécurité » dans le module « accueil du public » et dans la formation « chefs de juridiction », et par l'élaboration d'un module spécifique « police de l'audience », offert en formation continue des magistrats et agents de greffe. **A la demande de l'USMA, un module court d'une journée maximum sera inclus à partir de 2013 dans la formation initiale des magistrats : il portera sur les fondamentaux en matière d'hygiène, sécurité et conditions de travail** (notamment : les rôles respectifs des assistants de prévention, du médecin du travail, du CHSCT, l'intérêt du registre de sécurité, l'identification des principaux risques)

Le CE s'engage à **intégrer systématiquement la dimension « sûreté » dans les programmes de travaux** entrepris dans les juridictions et à porter une attention particulière aux **équipements techniques** évoqués par le rapport (moyens d'alerte et de communication, portiques de sécurité, vidéosurveillance, une circulaire étant en cours de préparation, précisant les procédures à respecter).

Enfin, il va être demandé à chaque juridiction de désigner en son sein un « **correspondant sûreté** », membre du greffe ou magistrat, en charge d'assurer le lien avec la DAS en cas d'incident, de préciser les besoins, coordonner les actions à mener et assurer un suivi régulier facilitant le travail d'évaluation en matière de sûreté. Il sera intégré à un réseau des correspondants sûreté favorisant les échanges d'information et la mutualisation des bonnes pratiques.

IX. Bilan et perspectives des interventions de la direction des affaires immobilières

➤ **Remarques particulières**

Les travaux à Rennes vont se poursuivre

Mais les travaux vont être organisés, dans la mesure du possible, en horaires décalées par rapport aux horaires de bureau. Cette organisation permettra normalement de réduire les nuisances.

Au TA de Grenoble

La nouvelle salle d'audience est destinée à reprendre des audiences de la salle déportée rue Benoit qui n'est pas en l'état accessible aux personnes à mobilité réduite. Le devenir de ces locaux n'est à ce stade pas arrêté.

➤ **Liste des interventions de la DAI par juridiction en 2011 et les prévisions pour 2012**

Le tableau ci-dessous ne tient pas compte des travaux décidés et conduits en interne dans les juridictions.

Des interventions sont prévues dans de nombreuses juridictions pour la mise aux normes des juridictions dans le cadre de la **loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances**,

la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Elles sont indiquées ci-dessous sous l'appellation « Interventions handicap ».

Naturellement, vos commentaires seront les bienvenus.

JURIDICTIONS	2011	2012
CAA Bordeaux	Diagnostics réalisés sur le chauffage, l'éclairage, la sécurité incendie	Analyse des diagnostics réalisés Analyse de sûreté Interventions handicap
CAA Douai	Etudes pour l'accessibilité des personnes handicapées	-Travaux de mise en conformité pour l'accessibilité des personnes handicapées -Climatisation des bureaux du 1 ^{er} étage exposés au sud -Consultation sûreté
CAA Lyon	Pas de travaux	Pas de travaux
CAA Marseille	Pas de travaux	Interventions handicap Consultation sur le réaménagement de l'accueil et la sécurisation des ouvrants
CAA Nancy	Pas de travaux	Pas de travaux Visite CHS 2012
CAA Nantes	Travaux en cours pour la mise en sécurité incendie, l'aménagement de la cafétéria, de l'accueil et pour l'accessibilité des personnes handicapées	Interventions handicap Suivi de l'analyse de sécurité
CAA Paris	Etude en vue du remplacement de l'ensemble de l'éclairage d'ambiance existant de type halogène par un éclairage à basse consommation d'énergie	-Etude pour la création de locaux pour les PMR et le remplacement de la CTA installée en terrasse -Interventions handicap -Consultation sur sécurisation de l'accueil et système de vidéosurveillance – assistance à enrichissement du cahier de consignes
CAA Versailles	Etude en vue de la création d'une chambre supplémentaire	Interventions handicap Travaux d'aménagement de la nouvelle chambre
TA Amiens	Pas de travaux	Pas de travaux
TA Bastia	Diagnostic des installations de chauffage et de climatisation	Etudes et début des travaux pour le clos et le couvert Analyse sûreté
TA Besançon	Pas de travaux	Pas de travaux Assistance sûreté

TA Bordeaux	Pas de travaux	Pas de travaux Consultation sur l'accueil et sécurisation des ouvrants extérieurs
TA Caen	Pas de travaux	Interventions handicap Consultation sur sécurisation de l'accueil
TA Cergy-Pontoise	Etudes et travaux pour la rénovation de la production de chauffage et le remplacement de la centrale CTA installée en terrasse	-Travaux pour la rénovation de la production de chauffage et le remplacement de la centrale CTA installée en terrasse -Consultation sur la protection électronique - Sécurisation du cheminement des magistrats lors des audiences
TA Châlons-en-Champagne	Pas de travaux	Pas de travaux
TA Clermont-Ferrand	Pas de travaux	Pas de travaux Consultation sur la vidéosurveillance
TA Dijon	Pas de travaux	Pas de travaux Visite CHS
TA Grenoble	Création d'une salle d'audience et de ses locaux annexes (salle des pas perdus, sanitaires public)	-Travaux de ravalement de l'Hôtel Nicollet. - Interventions handicap - suivi des préconisations sur la sûreté
TA Lille	- Travaux de mise en conformité des installations électriques des locaux - Etude pour le relogement du tribunal dans un bâtiment appartenant à la Ville de Lille dans le bâtiment dénommé La Bourse du travail sis 103, rue Barthélémy Délespaul. (prévu en 2014)	Suivi de l'opération de relogement
TA Limoges	-Création d'un bureau supplémentaire au 2 ^{ème} étage	Création d'une issue de secours et d'un local archives en sous-sol Visite CHS
TA Lyon	Pas de travaux	Pas de travaux
TA Marseille	Pas de travaux	Pas de travaux Consultation sur sécurisation de l'accueil
	Travaux pour la création de 2 salles d'audience au rez-de-chaussée, la rénovation de la salle d'audience	-Etude pour la suppression des bâtiments provisoires installés dans le patio

TA Melun	existante du 1 ^{er} étage et la sécurisation des locaux.	- Interventions handicap
TA Montpellier	Remplacement de la porte d'entrée du bâtiment	Pas de travaux
TA Montreuil	Travaux pour la création du système de SSI de catégorie A	Travaux pour la création d'archives au sous-sol
TA Nancy	-Exécution des travaux à la suite d'un dégât des eaux. -Travaux de restructuration, d'accessibilité des personnes handicapées, de mise en sécurité incendie et de sécurisation.	Travaux de restructuration, d'accessibilité des personnes handicapées, de mise en sécurité incendie et de sécurisation. Ouverture du chantier programmée au cours du 4 ^{ème} semestre 2012.
TA Nantes	Travaux de sécurité incendie	Pas de travaux
TA Nice	Pas de travaux	Etudes pour la rénovation des installations techniques, avec mise en sécurité incendie, la restructuration des locaux et la création de locaux d'archives
TA Nîmes	Pas de travaux	Pas de travaux Consultation sur le système de vidéosurveillance
TA Orléans	Achèvement des travaux de l'opération de rénovation du bâtiment contigu.	Travaux de mise en sécurité incendie du bâtiment actuel Suivi des préconisations de sûreté
TA Paris	-Travaux pour la mise en conformité des formations de jugement en vue de la dématérialisation. -Travaux pour le réaménagement de la zone accueil du public, avec création de sanitaires pour le public, création d'un nouvel espace avocats, réaménagement du secrétariat et rénovation de la cafétéria - Etudes pour la restauration et le remplacement des ouvrants côté façade jardin - Etudes pour la rénovation des 3 ascenseurs et traitement de l'accessibilité des PMR	- Travaux restauration et le remplacement des ouvrants côté façade jardin - Etudes et travaux pour la rénovation des 3 ascenseurs et traitement de l'accessibilité des PMR - Interventions handicap - Consultation sur la sécurisation des ouvrants
TA Pau	Travaux de réparation de la couverture	Interventions handicap Mise en sécurité et remplacement de l'éclairage des bureaux.
TA Poitiers	Diagnostic sécurité incendie	Pas de travaux

TA Rennes	-Travaux de ravalement des façades et de rénovation de la couverture (remplacement des menuiseries extérieures, reprise des structures des planchers déficients, création d'un escalier de secours intérieur pour l'aile nord, suppression de l'ascenseur existant). -Etudes pour la restructuration des locaux avec transfert de l'accueil et de la salle d'audience n°2	-Poursuite des travaux de façades et de rénovation de la couverture, -Etudes et travaux pour l'opération d'amélioration et de sécurisation des accès du public (transfert d'une salle d'audience à rez-de-jardin, transfert de l'accueil dans la zone du porche, création d'un ascenseur accessible aux PMR, réaménagement des espaces bibliothèque et cafétéria, réaménagement des bureaux touchés par l'opération de façades - Interventions handicap
TA Rouen	Pas de travaux	Pas de travaux
TA Strasbourg	Diagnostic pour la rénovation et la mise en sécurité de l'ascenseur du bâtiment principal	Désamiantage puis travaux au 4 ^{ème} trimestre Assistance de sécurisation
TA Toulon	Pas de travaux	Pas de travaux
TA Toulouse	Pas de travaux	- Etude et travaux pour le réaménagement de l'accueil, la rénovation de l'éclairage des circulations, la mise en sécurité incendie des locaux d'archives - Assistance de sécurisation
TA Versailles	-Travaux de restructuration et de réaménagement des espaces destinés à l'accueil du public et la création de sorties de secours. -Création d'un nouveau local d'archives, d'un nouveau bureau courrier -Installation d'une nouvelle alarme incendie	-Poursuite des travaux -Interventions handicap -Consultation sur les travaux de sûreté
TA Basse-Terre	-Prise à bail d'un immeuble appartenant à la CCI pour l'hébergement provisoire de la juridiction -Etudes de programmation en vue de la construction d'un bâtiment neuf, respectant notamment les normes sismiques et cycloniques.	Rénovation du bâtiment locatif provisoire
TA Fort de France	-Etudes de maîtrise d'œuvre et lancement des travaux de construction d'un bâtiment neuf en vue du relogement de la juridiction.	-Appel d'offres et lancement des travaux pour la construction d'un nouveau bâtiment. Livraison prévue pour fin 2013
TA Cayenne	Pas de travaux	Pas de travaux
TA Saint Denis de la Réunion	Pas de travaux	Pas de travaux

TA Mamoudzou	Pas de travaux	Interventions handicap
TA Nouvelle Calédonie	Pas de travaux	Pas de travaux
TA Mata Utu	Pas de travaux	Pas de travaux
TA Polynésie française	Pas de travaux	Pas de travaux
TA Saint Pierre	Pas de travaux	Pas de travaux